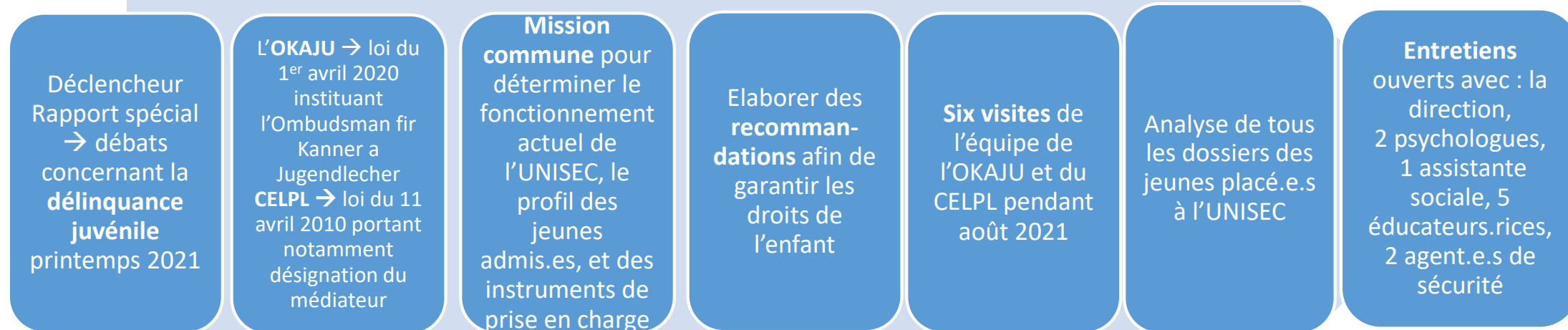


L'Unité de sécurité du CSEE

Rapport spécial

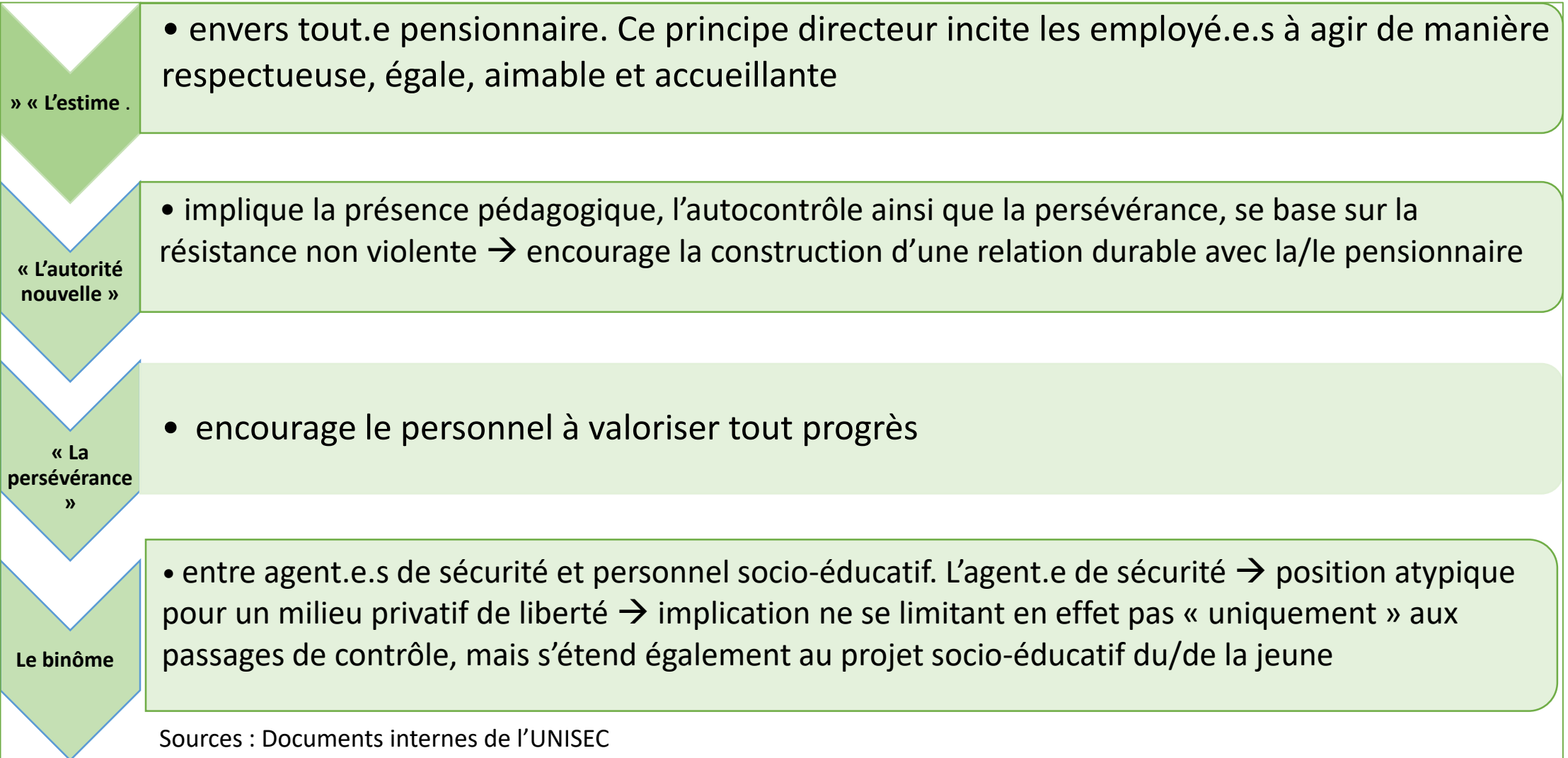


Mission commune CELPL & OKAJU (p. 3f)



Procédure d'élaboration du rapport

L'Unisec : Cadre conceptuel (p. 18f)



Bâtiment principal: chambres sécurisées

Max. 12 jeunes en 4 unités de vie de 3 personnes chacune

Une unité réservée à l'accueil de jeunes de sexe féminin

Chambres individuelles équipées d'un lit, d'installations sanitaires, d'un bureau avec chaise, d'un tableau d'affichage, d'une poubelle et d'une radio

Un interphone avec bouton d'alarme

Entre 21.45 et 07.00 h les jeunes sont dans leurs chambres, fermées à clé

Chaque unité dispose d'un espace de vie et d'un accès aux douches individuelles

Pièce communautaire avec canapé, télévision, jeux de société et vidéo, livres

Cuisine équipée avec accès limité

Infirmierie, buanderie, salle de visite, deux salles de classe, salle de sports, atelier, cour extérieure

Chambre protectrice → isolement max. 72 heures (livret d'accueil : max. 48 h)

Cadre du personnel de l'Unisec (p. 25)

1 ETP responsable
d'unité et 1 ETP
responsable
adjointe

24 ETP
éducateurs.rices

1 ETP psychologue
et 1 psychologue à
temps partiel

1 ETP assistant.e
social.e

2 pédopsychiatres
affecté.e.s à raison
d'une demi-tâche

32 agent.e.s de
sécurité dont 1
coordinateur/coordin
atrice du service de
sécurité

1 infirmière à temps
partiel → 24/7 joignable
par téléphone, présentiel
lundis, mercredis et
chaque 2^e vendredi

1 équipe pluri-
disciplinaire
(+/- 9 ETP)

Recours régulier à des
expert.e.s extern.e.s

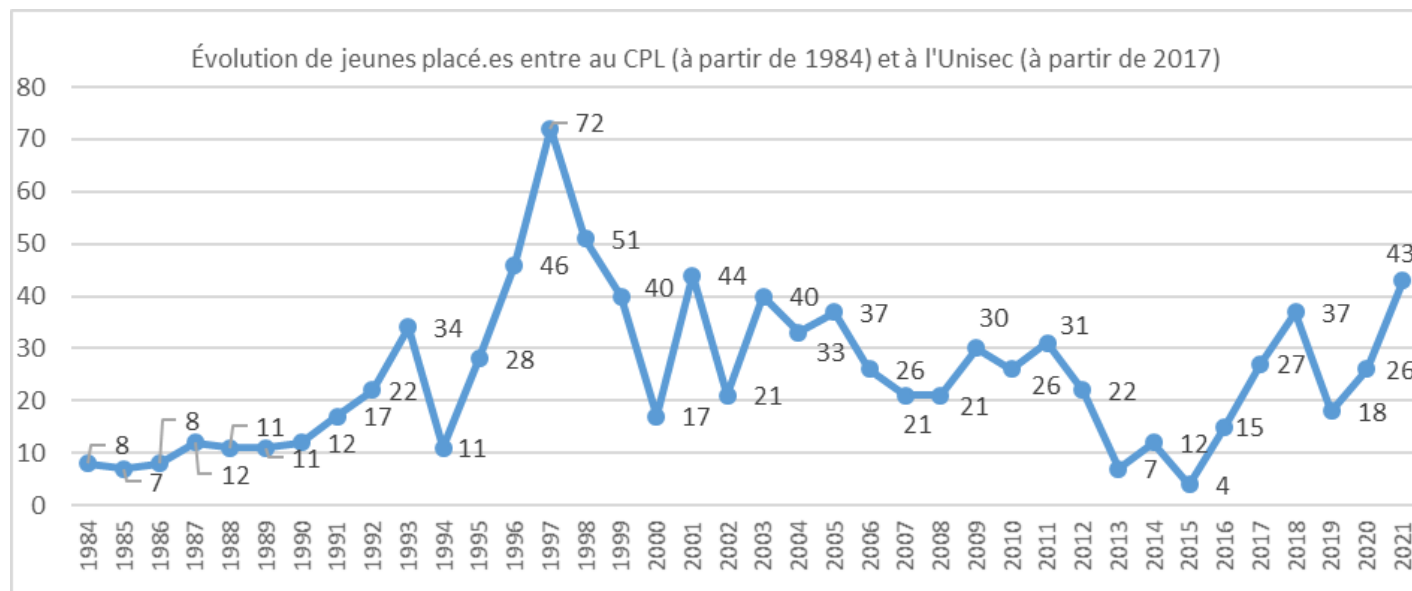


71 postes

Evolutions des placements (p. 22f)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Jeunes admis.es au CPL	15 ou bien 10	23 ou bien 11	6	0	1	3	1
Durée moyenne en jours	15.4	49.6	31.5	0.0	15.4	-	-
Jeunes placé.es au CSEE	-	4	31	18	25	40	11
Total	15 ou bien 10	27 ou bien 15	37	18	26	43	12

Évolution des jeunes placé.es au CPL et à l'UNISEC entre 2016 et janvier 2022 (source : QP 595 ; QP 1782)



Évolution des jeunes placé.es au CPL (à partir de 1984) et à l'UNISEC (à partir de 2016)

- Publication des statistiques par les autorités fait souvent défaut
- Défaut d'études criminologiques

Nombre de pensionnaires (non-) résident.e.s par sexe

	2017	2018	2019	2020	2021	Total
Résident.e.s	4	19	17	18	17	75
F	-	1	-	4	2	7
M	4	18	17	14	15	68
Non-résident.e.s	-	12	1	7	12	32
F	-	7	1	-	-	8
M	-	5	-	7	12	24
Total	4	31	18	25	29	107

- Questions concernant la pertinence des données
- L'exactitude des données dépend de la rigueur appliquée
- Manque ponctuellement d'harmonisation
- Véritable problème lié à la détermination exacte de l'âge biologique des « sans papiers »

Nationalité des pensionnaires résident.e.s

	2017	2018	2019	2020	2021	Total
Pensionnaires (F)	-	1	-	4	2	7
Belgique	-	-	-	1	1	2
France	-	1	-	-	-	1
Italie	-	-	-	1	-	1
Luxembourg	-	-	-	2	1	3

	2017	2018	2019	2020	2021	Total
Pensionnaires (M)	4	18	17	14	15	68
Allemagne	-	1	-	1	-	2
Cap-Vert	-	-	1	3	1	5
France	-	1	-	-	-	1
Irak	-	-	-	-	1	1
Italie	-	1	-	-	1	2
Luxembourg	4	7	7	7	6	31
Portugal	-	4	6	3	4	17
République dominicaine	-	-	-	-	1	1
Roumanie	-	1	2	-	1	4
Royaume-Uni	-	1	-	-	-	1
Russie	-	2	1	-	-	3
Total	4	19	17	18	17	75

Motifs de placement des pensionnaires résident.e.s :

	2017	2018	2019	2020	2021	Total	Rang
Absentéisme	2	11	7	1	-	21	4
Abus ou vente de substances illicites	3	13	9	4	1	30	2
Coups et blessures volontaires	1	1	5	1	5	13	6
Détention ou usage d'armes	-	-	1	-	-	1	10
Difficultés psychologiques ou psychiatriques	1	6	3	2	1	13	6
Fugue	2	12	11	6	3	34	1
Homicide	-	-	-	-	2	2	8
Incendie	-	-	-	-	1	1	10
Problèmes dans d'autres structures	3	13	7	1	-	24	3
Viol ou comportement sexualisé	-	-	1	-	1	2	8
Vol ou cambriolage	3	9	7	1	-	20	5
Non renseigné	1	5	2	9	8	25	-
Total	16	70	53	25	22	186	

- Cumul de plusieurs infractions ou circonstances
- La fugue constitue de loin le motif le plus représenté
- L'abus et la vente des substances illicites suivent

Motifs de placement des pensionnaires non-résidents :

	2017	2018	2019	2020	2021	Total	Rang
Absentéisme	-	1	-	-	-	1	6
Abus ou vente de substances illicites	-	3	-	1	1	5	3
Coups et blessures volontaires	-	-	-	-	1	1	6
Détention ou usage d'armes	-	-	-	-	1	1	6
Difficultés psychologiques ou psychiatriques	-	5	-	1	-	6	2
Fugue	-	2	-	1	-	3	5
Homicide	-	-	-	-	-	-	9
Incendie	-	-	-	-	-	-	9
Problèmes dans d'autres structures	-	4	-	-	-	4	4
Viol ou comportement sexualisé	-	-	-	-	-	-	9
Vol ou cambriolage	-	7	-	2	2	11	1
Non renseigné	-	2	1	4	9	16	-
Total	-	24	1	9	14	48	

- Majoritairement inconnus (35%)
- Raison principale : vol/cambriolage (avec limitation)
- Faute de scolarisation certains motifs, tels que l'absentéisme, sont rares

Nombre et durée de séjours (p. 35f)

Nombre de séjours par pensionnaire :

	2017	2018	2019	2020	2021	Total
Résident.e.s	4	19	17	18	17	75
1 séjour	4	15	15	13	10	57
2 séjours	-	4	-	4	6	14
3 séjours	-	-	2	1	1	4
Non-résidente.e.s	-	12	1	7	12	32
1 séjour	-	10	1	7	10	28
2 séjours	-	2	-	-	2	4
Total	4	31	18	25	29	107

- La plupart des résident.e.s séjourne à l’UNISEC qu’une seule fois (76%)
- Les autres sont des jeunes où la réintégration familiale a échoué, ou bien de jeunes transféré.e.s au CSEE, puis renvoyé.e.s à l’UNISEC

Durée moyenne de séjour :

	2017	2018	2019	2020	2021	Moyenne
Résident.e.s	127	137	90	76	62	96
F		60		102	56	87
M	127	141	90	69	62	97
Non-résident.e.s		37	23	16	47	35
F		36	23			34
M		39		16	47	35
Moyenne	127	98	86	59	56	78

- Durée moyenne des pensionnaires résident.e.s : 96 jours sur les 5 dernières années
- Durée maximale : 400 jours pour un résident pensionnaire, 91 jours pour un non-résident
- Séjour le plus court : 3 jours avant d’être transféré au CPL

Destination des pensionnaires résident.e.s

	2017	2018	2019	2020	2021	Total
Pensionnaires (F)	-	1	-	4	2	7
CHNP	-	-	-	-	1	1
CSEE Bourglinster	-	-	-	1	-	1
CSEE Schrassig	-	1	-	1	-	2
Famille	-	-	-	2	-	2
Inconnu	-	-	-	-	1	1
Pensionnaires (M)	4	18	17	14	15	68
CHNP	-	-	-	1	-	1
CPL	-	1	-	-	-	1
CSEE Dreiborn	2	5	2	6	2	17
CSEE Schrassig	-	-	-	1	1	2
Etranger	-	2	-	-	-	2
Famille	-	3	10	5	4	22
Foyer	-	1	2	-	-	3
Inconnu	-	-	-	-	4	4
Logement encadré	1	2	-	-	-	3
Projet à l'étranger	1	4	3	1	4	13
Total	4	19	17	18	17	75

- Période délicate, risque élevée de rechute
- Tentations de retomber dans des anciennes habitudes
- Confrontation avec la réalité (emploi, logement)
- Nécessité d'un suivi « extra-muros »
- Pensionnaires non-résidents avec fugues (63%)
- Souvent après le transfert UNISEC → CSEE

Destination des pensionnaires non-résident.e.s

	2017	2018	2019	2020	2021	Total
Pensionnaires (F)	-	7	1	-	-	8
CSEE Schrassig	-	5	1	-	-	6
Famille	-	1	-	-	-	1
Police (étranger)	-	1	-	-	-	1
Pensionnaires (M)	-	5	-	7	12	24
CPL	-	-	-	-	3	3
CSEE Dreiborn	-	5	-	5	6	16
Etranger	-	-	-	-	1	1
Famille	-	-	-	2	-	2
Inconnu	-	-	-	-	2	2
Total	-	12	1	7	12	32

À l'UNISEC :

- Recruter de nouveaux agent.e.s de sécurité via le CSEE (actuellement via détachement MinJus)
- Débloquer les fonds nécessaires pour engager un.e pédopsychiatre à temps plein
- Mettre à disposition une salle thérapeutique séparée
- Réaliser les isolements dans la chambre individuelle du/de la jeune et réserver la chambre protectrice aux vraies situations de crise

Pour les non-résident.e.s :

- Créer un cadre juridique spécifique pour les MNA
- Intégrer les jeunes MNA dans les foyers d'aide à l'enfance
- Développer un programme spécialisé « EXIT »
- Attribution exclusive de la compétence des foyers pour MNA au MENJE

Au niveau législatif :

- Créer un cadre juridique spécifique pour les MNA
- Retenir que privation de liberté en tant que mesure de dernier recours
- Déterminer le champ d'application de la législation - âge minimum)
- Prévoir des garanties procédurales
 - Droit d'être entendu
 - Droit à la participation
 - Droit à un.e avocat.e
 - Respect du délai raisonnable
 - Recours à la détention provisoire strictement limité par la loi

Ambiance à l'UNISEC actuellement tendue

Taux d'occupation élevé et mesures sanitaires pèsent sur le personnel et les jeunes

Miser davantage sur la diversion et des alternatives au placement

Opérer une différenciation plus poussée dans la prise en charge

→ Programme séparée pour les MNA souvent traumatisé.e.s pour construire des vraies perspectives d'intégration via la formation et l'approche thérapeutique

Étendre les projets de colocation et de logements encadrés

Préparation de la sortie qui doit commencer dès l'admission à l'UNISEC / Transition management: p.ex. programme EXIT, ENAD 2^e chance & apprentissage ; programme psychothérapeutique)

Réaliser un suivi plus intensif après la sortie avec une équipe pluridisciplinaire mobile au sein de l'UNISEC

Note commune de l'OKAJU et CELPL (p. 1ff)

Contexte

- Deux incidents avec intervention de la police le 8 et le 28 janvier
- Autosaisine du CELPL et de d'OKAJU.
L'OKAJU a été contacté par un pensionnaire suite à une offre d'échange et a reçu la demande des plusieurs jeunes pour témoigner

But de l'autosaisine

- Dresser un état des lieux impartial
- Donner une voix aux jeunes & et connaître leur perception
- Fournir une base de réflexion additionnelle
- Revue de la situation actuelle dans la perspective des droits de l'enfant
- Dégager des pistes pour réduire la possibilité de répétition de tels incidents

Méthodologie

- Visites des lieux et entretiens + visionnage des enregistrements vidéo des caméra de surveillance

Déroulement de l'incident (p. 4f)

Rébellion du 8 janvier → CELPL n'a pas été informé en bonne et due forme

- 6 Jeunes ne voulaient pas aller dans leurs chambres
- Escalation par la suite → Projections d'objets (livres, chaises)
- Gardien.ne.s affichaient une attitude d'éducateur
- Appel de la police par le personnel éducatif → renforts supplémentaires
- Utilisation de spray au poivre et de menottes
- 4 jeunes à l'hôpital pour contrôle, également des policiers.rières et éducateur.rices

Émeutes et violences du 28 janvier

- Émeutes et violences dans la salle commune → dommages matériels importants
- Direction appelle la police
- Immobilisation des jeunes avec des menottes

Sanctions et réactions

- Puntion de tous les jeunes impliqués en les isolant temporairement pendant 48 heures
- Série de mesures dites éducatives, mais sans procédure formelle
- Les 2 premiers jours pas de sortie à l'air libre
- Introduction d'un modèle graduel (« Stufeplang ») avec objectif de retour « à l normale » progressif

La perspective de jeunes (p. 6ff)

Suite aux incidents violents et à une lettre de l'OKAJU proposant un entretien, un résident du foyer se manifeste → aux jeunes ayant besoin de parler

Sentiment d'injustice par rapport aux sanctions disciplinaires (e.a. interdiction de visites)

Règles peu claires ou injustes

„Stufeplang“ („Aus dem Himmel gefall“) pendant une certaine période

Manque de clarté dans le traitement psychiatrique

Trop peu d'activités sportives

Approches divergentes de la part des éducateurs.rices et gardien.nes

Art. 37 CRDE : Privation de liberté (p. 6f)

Analyse sur base de la Convention relative aux droits de l'enfant (CRDE)

- Durée de séjour inconnue et défaut d'une fin précise de la privation de liberté
- L'infrastructure n'est pas adaptée pour un séjour de plus de 3 mois
- L'UNISEC n'a pas d'impact sur la longueur du séjour → décision du Tribunal de la jeunesse
- Nature actuelle du placement parfois conçue comme « détention préventive » mais sans garanties procédurales
- Tendance vers une durée excessive des mesures prises dans le cadre d'enquêtes judiciaires → violation du principe du délai raisonnable (art. 6 CEDH)
- L'emprisonnement temporaire dans une prison pour adultes est contraire à l'article 37 CRDE (http://www.okaju.lu/files/Comit%C3%A9DE_ObservationG%C3%A9n%C3%A9raleFR/CRC_GenCom_24_F_R_Obs_JusticeMineurs.pdf)

Art. 19 : Droit à la sécurité et protection

Pénurie du personnel

- Pas assez d'agent.e.s de sécurité
- Taux d'absentéisme élevé

Interventions en binôme éducateur.rice – agent.e de sécurité

- Confusion quant aux rôles et missions
- Interventions inadéquates **Violences verbales et communication transgressante**
- Personnel est exposée quotidiennement à des agressions verbales
- Pas de conséquences pour les jeunes

Art. 24 et 39 CRDE : Droit à la Santé (p. 10f)

Soutien psychiatrique	Problème : pathologies psychiatriques	Soutien thérapeutique ambulatoire	Tabagisme
Deux pédopsychiatres affectés à raison d’une demi-tâche pas suffisants	Plusieurs jeunes ayant des antécédents psychiatriques	L’UNISEC n’est pas un lieu thérapeutique proprement dit	La loi anti-tabac interdit la vente des cigarettes à des jeunes < 18 ans
1 infirmière à temps partiel sans spécialisation psychiatrique	Certains cas où le traitement psychiatrique était interrompu dans la clinique spécialisée en raison de la mise en danger d’autrui ou d’un refus à suivre la thérapie	Besoin de méthodes thérapeutiques	Décision de ne pas blâmer les responsables du CSEE pour leur approche → l’état mentale des jeunes en cause
		Défaut d’une propre salle de thérapie	proposer des aides au sevrage aux jeunes, mettre en place un programme de sensibilisation
		Thérapie non-verbale	

Art. 28 : Droit à l'éducation

Offre d'éducation formelle scolaire :

- Clientèle de l'UNISEC : carrière scolaire souvent disruptive
- Attentes dues au parcours éducatif très formalisé plutôt irréalistes
- Manque de personnel qualifié dans le domaine de l'inclusion et « Sonderpädagogik »

Suspension de l'enseignement à titre de mesure disciplinaire

- Interruption du droit à l'éducation

Besoins des jeunes

- Apprendre des « social skills »
- Besoin des méthodes innovantes et spécialement adaptées
- Structuration alternative ?
CST Centre de compétence ?
Faisabilité de projet individualisé (en 3 mois)
- Lien entre projet individualisé et projet de sortie
- Suivi après la sortie

Art. 12 : Droit à l'information et à la participation (p. 13)

Règles au sein d'Unisec :

- Confusion des rôles → brouillage des règles de base par rapport au concept
- Jeunes ont un sentiment d'injustice et de traitement inégal
- Manque de responsabilisation des jeunes

Médecine et psychiatrie :

- Jeunes ne connaissent pas ni la raison de leur médication, ni leurs droits
- Question de la médication sous contrainte n'est pas tranchée par la loi

Planification éducative et accompagnement psycho-social :

Aucune distinction entre projet individualisé et projet de sortie

Le plan individualisé n'est pas toujours clair

Pas de structures d'accueil ni d'offres de suivi spécifiques (ou bien pas assez) après la fin du séjour

Qualification et formation (p. 15f)

Qualification :

- Personnel éducatif en service dispose majoritairement d'un diplôme d'éducateur.rice, certains avec niveau bachelor
- Pas beaucoup d'expérience professionnelle

Formations continues et développement professionnel :

- Manque de qualifications spécifiques
- Besoin d'un plan de formation continue spécifique

Réduction de la probabilité de répétition (p. 16ff)

D'un point de vue général

Fermer l'UNISEC pour une durée déterminée

Prévoir la possibilité de transférer certains jeunes dans des centres fermés à l'étranger

Mettre tout en oeuvre afin de réduire le nombre actuel de jeunes placé.e.s

Responsables du CHNP : respecter les modalités de la convention avec le MS

Fonctionnement et gouvernance

Nécessité d'un travail de réflexion et de reconstruction

Plan de gestion de crise incluant des procédures et des compétences clairement définies

Audit de sécurité par un.e expert.e

Installation du système de radiocommunication RENITA

Plus grande autonomie concernant le recrutement

Nécessité d'une nouvelle composition de la commission de surveillance et de coordination

Transformation en établissement public

Concernant le cadre légal

Prévoir la détention préventive

Modification du régime disciplinaire

Conclusions (p. 20)

Difficultés circonstanciées

- Composition du groupe de jeunes
- Perception et ressenti des jeunes
- Durée excessive pour un diagnostic
- Pénurie de personnel liée à des absences
- Profils des jeunes évolué.e.s

Difficultés structurelles

- Manque de clarté au niveau des bases légales
- Concept prenant insuffisamment en compte l'hétérogénéité des profils des jeunes
- Infrastructure inappropriée
- Manque d'une offre plus variée de projet de sortie
- Absence d'un accompagnement scientifique et d'une évaluation externe permanente
- Absence d'autres services et institutions
- Statut légal et la gouvernance de CSEE et l'implication des différents ministères trop peu institutionnalisées

